

RAPPORT D'ANNUEL DES ACTIVITES 2023


Nos partenaires financiers en 2023





Table de matière

1. Résumé du rapport
2. Présentation du centre d'éducation pour la protection de l'environnement Et développement durable (ceped)
3. Contexte de la zone d'intervention en 2023
4. RÉALISATIONS DE CEPED POUR 2023
5. Agriculture résiliente aux aléas climatiques autour du Parc National des Virunga
6. Monitoring et plaidoyer sur la destruction du PNVi
7. -



F. PRÉSENTATION DU CENTRE D'ÉDUCATION POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT ET DÉVELOPPEMENT DURABLE (CEPED)

1.1. Cadre stratégique de CEPED

Créé en 2015, Le Centre d'Éducation pour la Protection de l'Environnement et Développement durable, CEPED en sigle a pour :

a) Vision de CEPED asbl

La gouvernance des ressources naturelles est le levier du développement socio-économique des communautés locales et peuples autochtones pour une gestion durable de la biodiversité

b) Mission de CEPED asbl

Accompagnement des communautés locales et peuples autochtones dans la gestion durable des ressources naturelles contribuant à la sauvegarde de la biodiversité et au bien-être des générations actuelles et futures

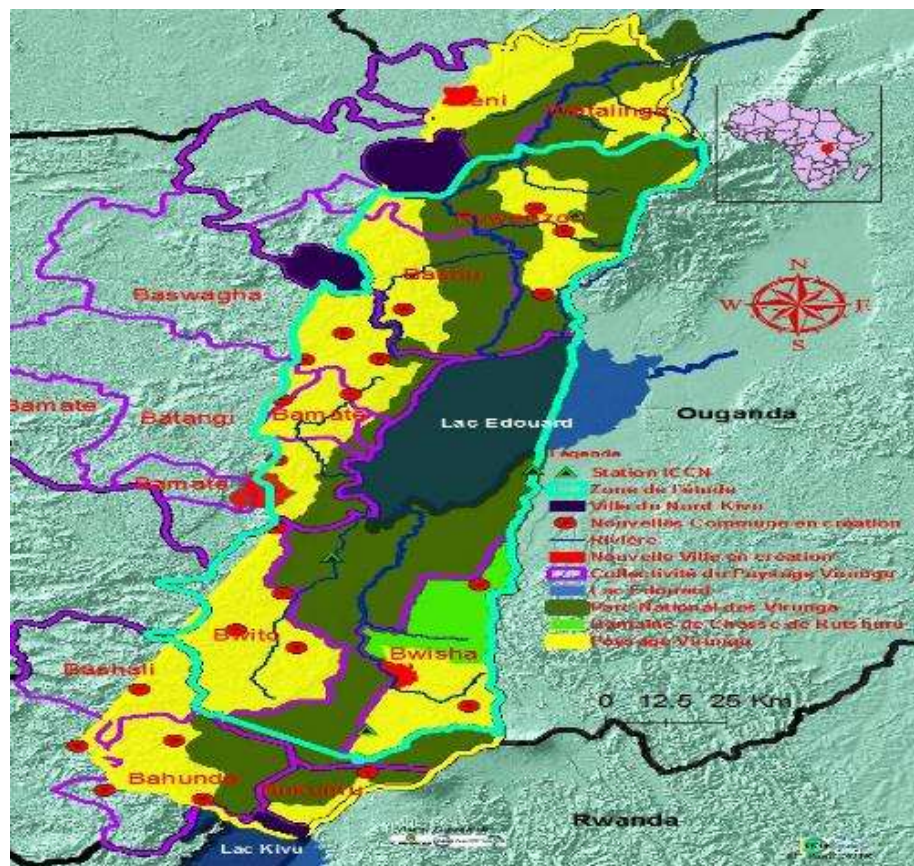
c) Objectifs stratégiques de CEPED asbl

- 1) Promouvoir une gestion rationnelle, durable et participative des ressources naturelles locales et la sauvegarde de sa riche biodiversité ;
- 2) Contribuer à la réduction de la pauvreté des communautés locales par l'utilisation rationnelle des terres en périphéries des Aires Protégées et d'autres alternatives axées sur le système de gestion durable des ressources naturelles ;
- 3) Consolider les mécanismes de gestion participative des ressources naturelles entre communautés locales et organisations de protection des écosystèmes ;
- 4) Contribuer aux interventions humanitaires auprès des communautés locales affectées par des catastrophes naturelles et désastres anthropiques ;
- 5) Assurer le lobbying au niveau local, provincial, national et international en faveur du rayonnement d'action de son processus de développement en synergie avec d'autres acteurs.



1.3. Rayon d'action : CEPED intervient autour des aires protégées en l'Est de la République Démocratique du Congo dans les domaines ci-après :

- ✓ La protection de la biodiversité
- ✓ Agriculture durable
- ✓ Le changement climatique
- ✓ Wash et nutrition
- ✓ Education



La carte de la zone intervention de CEPED, néanmoins, pour 2023, les activités a été concentrés autour du Parc National des Virunga et de la réserve naturelle de Sarambwe en province du Nord Kivu, dans le territoire de Rutshuru dans les chefferies de Bwisha et de Bwito



Eddy KAMBALE
SIWAYITIRA,
(Coordinateur)



Jacques BAHIRIYE
(Assistant programme
et chef de projet)



Chantal SIMPENZWE,
(Chargé de Finance)



OMBENI KASIANO Nacharlom
(Chargé de monitoring)



MASIKA SIHERYA Lucie
(Agronome)



Jean PAUL CHIYIRO
(Animateur de terrain)



SAMSON KACHIRIBINDI
(Animateur de terrain)

BONANE YENGAYENGA
(Chauffeur)

Notons que parmi ce staff de huit agents quatre parmi ce personnel sont basé sur terrain (Agronome, 2 animateurs et le chargé de monitoring.)

Cette équipe technique de huit personnes a été orienté par le conseil d'Administration sous la direction de NTAHOBARI HABIMANA Elias, Président du CA et Maitre Olivier NDOOLE Vice-Président.



NTAHOBARI HABIMANA Elias
(Président du CA)



Me Olivier NDOOLE
(Vice-Président)

1.4. Contexte de la zone d'intervention en 2023



Le contexte du paysage Virunga a été ce dernier temps trop mouvementé avec plusieurs événements dont les déplacements de la population suite à l'occupation d'une partie du territoire de Rutshuru, masisi et Nyiragongo par la rébellion du M23. Une situation qui a accentué la pression humaine sur la biodiversité du Parc National des Virunga par le fait agricole, le sciage de bois et de la carbonisation appuyé par la rébellion, les groupes armés et les forces loyalistes dans certains endroits. Le déplacement de la population due à la guerre entre le FARDC et les rebelles du M23a impacté négativement sur le suivi des récoltes agricoles des communautés pour la saison de février à avril 2023 et a paralysé certaines activités du projet. Cette insécurité avec la guerre du M23 dans la chefferie de Bwisha a influencé négativement sur nos activités à groupement de Rugari et Kisigari liés à

La protection de la zone tampon comme prévu dans notre plan de travail pour 2022. Suite à cette situation les activités dans ce deux groupement n'ont pas été planifiées pour 2023. Sur ce, pour 2024 nous allons concentrer nos efforts dans les groupements de Bukoma avec l'activité de champ de démonstration des pratiques agricoles résilientes aux aléas climatiques vu la situation sécuritaire dans la zone et dans le groupement de Binza autour de la réserve naturelle de Sarambwe avec la vulgarisation de foyers améliorés ou nous avons une petite stabilité. Les activités ont été planifiées selon le contexte de la zone et leur faisabilité dans les entités respectives (groupement). Notons que l'activité de monitoring sur la destruction du PNVi dans la zone écologique de Mabenga devra continuer pour 2024 mais dans l'informel car étant une activité sensible qui touchera aux intérêts des responsables de la rébellion qui contrôle la zone.

2. RÉALISATIONS DE CEPED POUR 2023

Les activités réalisées par CEPED pour cette année 2023 ont tourné autour des trois axes prioritaires suivant ;

- La promotion des alternatives socio-économique pour la protection de la réserve naturelle de Sarambwe (vulgarisation des foyers améliorés et apiculture dans le village riverains de cette forêt naturelle en groupement de Binza) ;
- La vulgarisation des pratiques résilientes aux aléas climatique autour du Parc National des Virunga dans le groupement de Bukoma ; et
- Le monitoring et plaidoyer sur la destruction des ressources naturelles du Parc National des Virunga et de la réserve naturelle de Sarambwe.
- Dynamique communautaire (cadre de concertation sur le climat) autour du PNVi

2.1. Alternatives pour la protection de la réserve naturelle de Sarambwe

a) Contexte de la réserve naturelle de Sarambwe

Les grands singes dont les gorilles des montagnes sont des espèces emblématiques et menaces d'extinction attirent l'attention de CEPED et d'autres acteurs tant locale, nationale qu'internationale. En même temps, l'habitat de grands singes qui regorge la majorité d'individus de dernier Gorille des montagnes à l'Est de la RDC sont menacés par plusieurs facteurs dont la pauvreté des communautés locale et les guerres à répétition en RDC.

La réserve naturelle de Sarambwe en RDC contiguë au Parc impénétrable de la Bwindi en Ouganda, regorge plusieurs grands signes dont les gorilles de montagne, les chimpanzés... et d'autres mammifères Éléphant, ... Cet habitat naturel de gorille de montagne d'environ 1000 hectares, connaît ce dernier temps plusieurs menaces de la part des communautés locales dû à la pauvreté de cette dernière à la recherche de survie et cette situation est accentuée par la guerre qui oppose la rébellion du M23 aux forces armées de la République Démocratique du Congo et d'autres groupes armés où l'autorité de l'Etat semble être absente dans la zone. Ainsi il faut plus investir dans l'engagement citoyen des communautés locales pour protéger la biodiversité de cette réserve. Plusieurs cas des braconnages par les communautés locales mal intentionné à la recherche de protéine animale sont signalée dans la réserve. C'exemple la dernier cas très inquiétant date du Samedi 4 Mars 2023 où un chimpanzé a été tué par les braconniers dans le secteur de Nyagahanga /RDC de la réserve naturelle de Sarambwe. Nous avons aussi la carbonisation et les sciages à l'intérieur de la réserve sont observés sous motif de subvenir à certains besoins de base comme la scolarisation des enfants, soin de santé, causant ainsi un envahissement et exploitation illicite des ressources naturelles de la réserve naturelle ou toute activités humaines sont interdites. Cette pauvreté des riverains empêche la protection de l'habitat de gorille et ceci mérite des solutions purement locales pendant cette période de guerre à l'est de la RDC. C'est pourquoi, nous devons plus diversifier les alternatives socio-économique pour protéger cette réserve naturelle de Sarambwe et promouvoir un engagement des communautés locales à protéger la biodiversité pour sauver la vie de 3 familles de gorille des montagnes avec 21 individus et autres grands mammifères qui vivent dans cette forêt contiguë au Parc National des Virunga



C'est ainsi que deux alternatives ont été appuyer auprès des communautés par CEPED à 2023



b) Vulgarisation des foyers améliorés autour de la réserve naturelle de Sarambwe

L'objectif général poursuivi par cette activité était de consolider les mécanismes locaux de protection et de gestion participative des écosystèmes de la réserve naturelle de Sarambwe et d'autres aires protégées dans le paysage Virunga.

De manière spécifique les objectifs étaient de :

- 1) Lutter contre la déforestation de la réserve naturelle de Sarambwe.
- 2) Appuyer l'éducation environnementale et le plaidoyer pour la protection et la gestion participatives des écosystèmes de la réserve naturelle de Sarambwe

Pour vulgariser les foyers améliorés dans les villages riverains de la réserve de Sarambwe, les étapes suivantes ont été suivies :

- ⇒ Séances de sensibilisation sur l'importance de l'utilisation des foyers améliorés dans les villages et la protection des forêts ;
- ⇒ Recrutement d'un technicien pour conduire les travaux de construction (fixation) de foyer amélioré dans les ménages ;
- ⇒ Identification de 100 ménages dans les villages Sarambwe avec certains critères de vulnérabilité (veuve, peuples autochtones et d'autres critères à qui seront définir de commun accord avec les autorités locales et les leaders communautaires du village) ;
- ⇒ Construction ou fixation par le technicien des foyers améliorés dans les ménages couplés à la formation du responsable du ménage sur la fixation et l'utilisation du foyer amélioré dans la cuisine ;
- ⇒ Suivi des travaux de construction ou de fixation des foyers améliorés par la coordination de CEPED auprès du technicien ;
- ⇒ Suivi de l'utilisation des foyers améliorés auprès des ménages du village de Sarambwe par la coordination de CEPED en collaboration avec le Comité Local de Paix et de Développement (CLPD) de la Chefferie de Bwisha ;
- ⇒ Évaluation de l'impact de l'utilisation des foyers améliorés dans les ménages du village riverain sur la protection de la réserve de Sarambwe

Les résultats suivants ont été atteints par l'action de vulgarisation des foyers améliorés dans le village Sarambwe riverains à la réserve naturelle :

- ⇒ 100 ménages pouvant bénéficier des foyers améliorés ont été identifiés dans le village de Sarambwe ;
- ⇒ 110 foyers améliorés ont été fixés dans les 110 ménages dans le village de Sarambwe ;
- ⇒ 110 responsables des ménages du village de Sarambwe ont été formés à la fabrication des foyers améliorés fixes ;
- ⇒ Deux séances de sensibilisation sur l'importance de foyer amélioré ont été effectuées auprès de la population riveraine de la réserve naturelle de Sarambwe ;
- ⇒ Deux missions de suivi des travaux de fixation de travaux de foyers améliorés dans les ménages par la coordination ont été effectuées à Sarambwe ;
- ⇒ Une mission de la coordination pour s'enquérir de l'utilisation de foyers améliorés dans les ménages a été effectuée par le staff technique de CEPED ;



***Model des foyers culinaire amélioré construit autour de la réserve de Sarambwe
(Notabilité Kanyabayona et Nyarubugu)***

C. Parc apicole de Sarambwe

Depuis 2022, CEPED accompagne les communautés riveraines de la réserve de Sarambwe dans la pisciculture. Il a installé un parc apicole communautaire avec plus de 20 ruches gérées par les communautés à travers des organisations paysannes constituant Ainsi, un comité conjoint de gestion du Parc École Apicole à KASARABANDA est mis à place avec les membres de deux organisations concernées dont APN (Association des Protecteurs de la Nature) et PADI (Paysan en Action pour le Développement Intégral). L'année 2023 était pour faire le suivi des ruches et la récolte de miel auprès par la communauté. Au cours de l'année 2023, le Parc apicole de 20 ruches a produit jusqu'à aujourd'hui 100 litres de miel.



.2. Agriculture résiliente aux aléas climatiques autour du Parc National des Virunga

Introduction

La conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique et le partage juste et équitable des avantages découlant de l'utilisation des ressources génétiques sont à la base même du développement durable et du bien-être humain. Les observations scientifiques révèlent toutefois que les changements climatiques nuiront vraisemblablement à la réalisation du développement durable, notamment des Objectifs du millénaire pour le développement. Les changements climatiques auront pour effet particulier de réduire les sources de subsistance, telles que l'accès à la nourriture, à l'eau et à un toit, des peuples vulnérables, surtout les peuples qui dépendent de la diversité biologique et des services des écosystèmes. Les changements climatiques devraient aussi avoir des conséquences négatives sur les mécanismes d'adaptation et la sécurité des aliments, ce qui rendra les pauvres du monde encore plus vulnérables à la famine et aux perturbations telles que la sécheresse, les inondations et les maladies. Enfin, les conséquences des changements climatiques sur les ressources naturelles et la productivité de la main-d'œuvre entraîneront sans doute un ralentissement de la croissance économique et, par voie de conséquence, un accroissement de la pauvreté en raison d'une réduction des occasions d'assurer sa substance.

Les changements climatiques d'origine humaine représentent aussi une menace pour la diversité biologique et le maintien des services des écosystèmes. Voilà pourquoi la communauté mondiale a lancé un appel urgent pour des recherches et des mesures supplémentaires visant à réduire les conséquences des changements climatiques sur la diversité biologique et augmenter la synergie entre la conservation de la diversité biologique et l'utilisation durable, et l'atténuation des changements climatiques et les activités d'adaptation à ceux-ci. De plus, les nombreux défis croissants et leurs conséquences économiques probables ont mis au jour la nécessité de mener de plus amples recherches sur les méthodes et les moyens d'assurer que la conservation biologique et l'utilisation durable procurent des bienfaits à d'autres secteurs, notamment aux fins d'atténuation des changements climatiques et d'adaptation à ceux-ci. La Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, la Convention sur la diversité biologique et d'autres tribunes internationales ont reconnu les liens entre la diversité biologique, les changements climatiques et le développement durable.

Les approches d'adaptation aux changements climatiques fondées sur les écosystèmes ont recours à la gestion durable, la conservation et la restauration des écosystèmes afin de fournir des services qui aident les gens à s'adapter aux conséquences négatives des changements climatiques. Ces mesures peuvent aussi contribuer à atténuer les changements climatiques, en conservant ou en restaurant les stocks de carbone et en réduisant les émissions causées par la dégradation et l'appauvrissement des écosystèmes naturels. Les écosystèmes jouent également un rôle important dans la protection des infrastructures et l'amélioration de la sécurité humaine, en particulier contre les impacts négatifs des événements climatiques extrêmes. Les approches d'adaptation aux changements climatiques fondées sur les écosystèmes.

fournissent des services qui aident les gens, en particulier les communautés locales, à s'adapter aux conséquences négatives des changements climatiques et à augmenter leur résilience tout en réduisant leur vulnérabilité

Les pressions démographiques et les mauvaises pratiques agricoles autour du Parc National des Virunga génèrent actuellement plusieurs effets négatifs dont une concurrence interne pour l'accès aux terres agricoles par la population riveraine (entraînant l'infertilité des sols) et par conséquent la dégradation des conditions de vie et des moyens de subsistance pour ces mêmes populations riveraines.

C'est pourquoi, face à la destruction et la dégradation des écosystèmes du paysage Virunga, réduisant la biodiversité et fragilisant le climat et les moyens d'existence communautaire, CEPED voudrait contribuer à la gestion des écosystèmes de manière durable, concertée et inclusive en garantissant les moyens d'existence et en favorisant l'amélioration des conditions de vie des communautés et la stabilité du Parc National des Virunga par la mise en œuvre des approches résiliente aux changements climatique dans les champs paysans . Ceci s'inscrit dans la perspective du développement vert, luttant contre le changement climatique et pour la promotion des solutions locales fondées sur la nature. Pour ce faire, Sur ce, CEPED accompagne un champs de demonstration pour expérimenter et vulgariser différentes pratiques agricoles résiliente aux aléas climatiques dans le groupement de Bukoma et plus précisément dans le village de Kahunga.

L'objectif de cet accompagnement est de renforcer les capacités des communautés locales et autres parties prenantes affectées par les effets du changement climatiques sur les mécanismes d'adaptation.

Pour atteindre cet objectif, les étapes suivantes ont été envisagées par le staff technique de CEPED :

- Identification d'un champ accessible et signature d'un protocole avec son propriétaire ;
- Sélection des agriculteurs à accompagner pendant les saisons culturale A et B dans la zone (septembre à décembre et février à avril) : cette sélection s'est réalisée par l'agronome après avoir formuler de commun en accord des critères de sélection avec la coordination. Pendant l'identification l'agronome a visité les champs dans lequel seront dupliqué les techniques résilientes apprise dans le champ de démonstration par les apprenants ;
- Formation sur l'état des agriculteurs selon différentes étapes de la saison (labour, semis, sarclage, récolte,) par l'agronome ;
- Suivi par l'agronome de l'application de ces différentes pratiques par les agriculteurs dans leurs champs individuels ;
- Suivi de l'entretien et des comportements des plantules dans les champs de démonstration et champs individuel par l'agronome ;
- Faire un monitoring dans la zone pour voir s'il y a d'autres agriculteurs qui sont entrain de pratiquer différentes approches résilientes au climat sans l'accompagnement de CEPED ;
- Suivi de la coordination auprès de l'agronome et des agriculteurs ;
- Suivi des récoltes auprès des agriculteurs par l'agronome.

- L'accompagnement des agriculteurs dans l'expérimentation et la mise en œuvre des techniques résilientes aux effets du changement climatique a atteint les résultats pour cette année 2023 :
- Un champ de démonstration de deux ares a été entretenu pour l'apprentissage et l'expérimentation et vulgarisation des techniques résilientes au climat dans le groupement de Bukoma, village de Kahunga (semis en ligne, monoculture, zéro labour, paillage) ;
- 164 agriculteurs ont adopté des pratiques agricoles résilientes au changement climatique dans leurs champs après avoir suivi une formation sur l'état dans le champ de démonstration à Kahunga, village riverain du PNVi en groupement de Bukoma pendant les deux saisons culturales pour l'année 2023 (de février à avril et septembre à décembre) qui a permis une augmentation de leurs rendements agricoles à 70%
- 37 autres agriculteurs qui n'ont pas pris part à cette formation sur l'état ont imités les agriculteurs formés dans la zone (Kahunga) en appliquant aussi les pratiques agricoles résilientes au changement climatique dans leurs champs pendant les deux saisons culturales de cette année 2023 qui a permis une augmentation de leurs rendements agricoles



2.3. Monitoring et plaidoyer sur la destruction du PNVi

a) Du Monitoring sur la destruction de la biodiversité dans le paysage Virunga

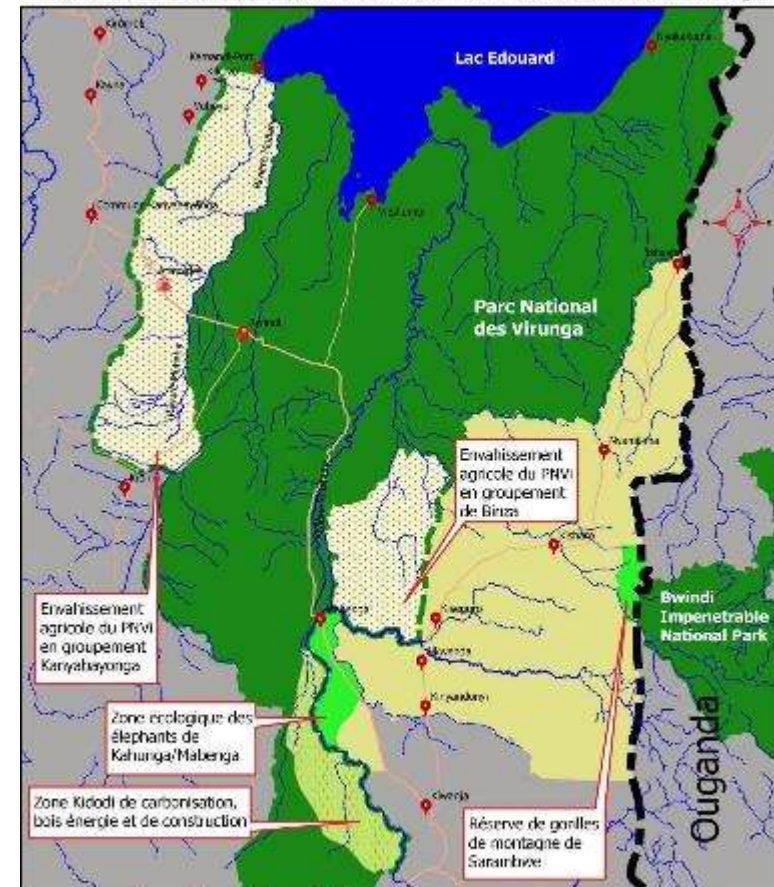
Les activités du monitoring étaient focalisées à l'envahissement agricole du parc, de la zone de protection des éléphants de Mabenga et de la réserve de Sarambwe, à la carbonisation et au braconnage des animaux du parc national des Virunga pendant l'occupation de la zone par la rébellion du M23.

⇒ Approche méthodologique des missions de monitoring

De façon générale, la méthodologie de travail était participative caractérisée par des échanges informels entre les équipes d'observateurs locaux de monitoring avec les personnes ressources rencontrées sur différents sites d'observation. Il s'agissait au préalable d'organiser des rencontres préparatoires informelles, contacter et informer certaines personnes ressources, visiter quelques sites ciblés et collecter les données et informations sur le terrain. Les observations ont été menées en fonction de différentes informations reçues de divers acteurs soucieux de la protection de la biodiversité du PNVi et de la réserve de Sarambwe ayant appréhendé d'événements et/ou situations de destruction déplorable des ressources pendant l'occupation de la zone par la rébellion du M23. En outre, les observateurs locaux ont organisés des missions de vérification des faits en collaboration avec d'autres acteurs intéressés. Mais vu le contexte sécuritaire dans le territoire de Rutshuru pendant la période d'observation, les observateurs ont plus travaillé dans l'informel.

Les missions d'observation ont été réalisées à partir de la commune rurale de Kiwanja/Rutshuru dans les groupements de BUKOMA et Kisenguru, Kisharu dans le groupement de BINZA en chefferie de Bwisha dans le territoire de Rutshuru. Ci-dessous la

Envahissement des ressources naturelles du Parc National des Virunga



Légende

- Station ICCN
- Monument UNESCO
- Agglomération
- Route
- Rivière
- Frontière
- Limite envahie du PNVi
- Zone protection intégrale
- Envahissement du DCR
- Carbonisation au PNVi
- Envahissement agricole
- Parc National

⇒ PRINCIPAUX CONSTATS DES OBSERVATIONS DU MONITORING

Axe Kahunga-Mabenga (Fait constaté)

- Une forte pression humaine pour de fait agricole, carbonisation, sciage de bois pour planche s'observe dans la zone écologique des éléphants de Mabenga pendant cette période d'occupation du territoire de Rutshuru par la rébellion du M23;
- Distribution des champs dans les zone écologique des éléphants dite zone intégrale du DCR à la population moyennant une somme d'argent par Les rebelles du M23 avec la facilitation du chef de groupement dit ai ;
- On observe aussi les indices du braconnage dans la zone écologique de Mabenga (zone intégrale) ;
- Nous avons plus de dix tronçonneuses pour le sciage des arbres des communautés locales et de militaires pour le sciage des arbres et la carbonisation ;
- On compte les champs des communautés, des militaires du M23 et même des militaires des FARDC



©Photo CEPED, 2023 Indice du braconnage dans la zone écologiques des éléphants vers Mabenga



©Photo CEPED, 2023 Indice du braconnage dans la zone écologiques des éléphants vers Mabenga



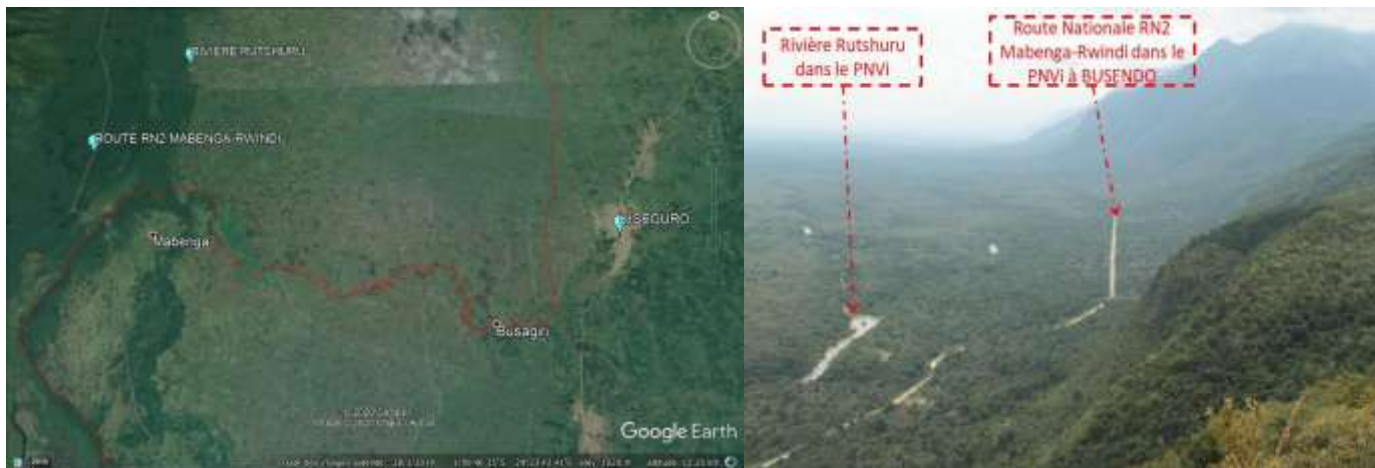
© Photo CEPED, 2023 Sciage des bois pour planche et carbonisation dans la zone écologique des éléphants de Mabenga

En voulant savoir, les causes de cette intensification des activités humaines pendant cette période de guerre, nous avons constaté qu'elle est dite à l'absence de l'autorité de l'Etat dans la zone. Et les inciviques profitent de cette situation pour s'attaquent contre l'environnement. Signalons aussi que les congolais viennent de partout dans les zones contrôlée par des rebelle M23 et des zones contrôlées par les forces gouvernementales en chefferie de Bwisha, Chefferie de Bwito, Masisi, Goma voir à Bukavu des pays voisin (Ouganda et Rwanda) présent dans la zone qui exploitent illégalement et détruisent cet habit d'éléphants.

D'après certains plusieurs témoignage, on y retrouve des champs des officiers de force loyalistes qui se partagent les limites avec officiers rebelles. Nous avons deux champs voisins celui d'un colonel de la PNC en fonction dans la chefferie de Bwito dont nous réservons de citer son nom qui a 24 ha voisin au deux autres colonels du M23 (Gakeri et Jules) dont un a 18 ha et l'autre 10 ha trouvé dans la zone. Pour avoir l'accent a un hectare dans cet aire protégés, il y a un civil connu dans le milieu sur nommé PM et qui se dit chef coutumier du groupement de Bukoma, il distribue les champs moyennant 30\$ par hectare. Trois barrières sont érigées par M23 pour Contrôler et percevoir des taxes sur ces ressources exploitées illégalement. Ces ressources naturelles exploitent illégalement dans la zone écologique de protection d'éléphant sont consommés localement dans la zone contrôle par le M23 ; pour d'autres ils sont entrain de stocker à Kiwanja en attendant l'ouverture de la route Kiwanja - Goma.

Axe Kisenguru-Vusendo

Une autre pression agricole inquiétante pendant de cette période de guerre avance en profondeur du parc près de la rivière Rutshuru dans la partie appelée « BUSENDO » à l'intérieur du parc le long de la rivière Rutshuru et de la route nationale RN2 MABENGA-RWINDI à partir de la rivière Nkwenda, qui constitue la limite entre groupements Bukoma et Binza dans la chefferie de Bwisha (ligne rouge est la limite du PNVi).



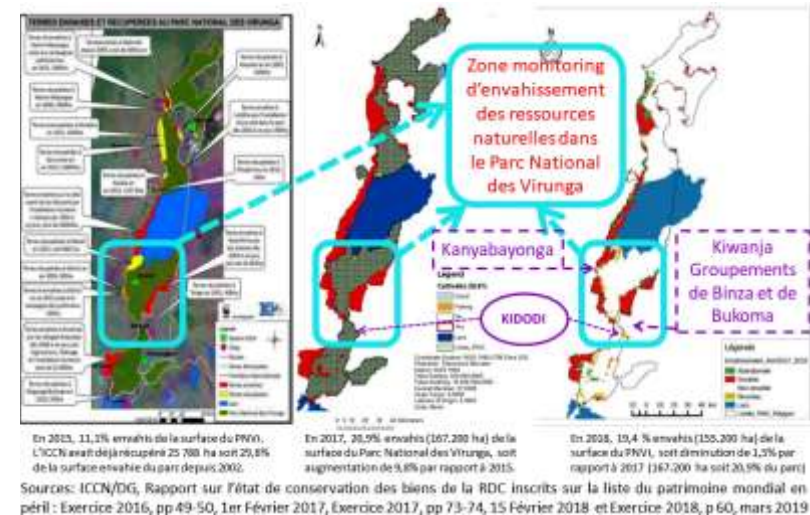
© Photo CEPED, 2020 : Résurgence d'envahissements agricoles dans le PNVi en groupement Binza à partir de KISEGURO

Les agriculteurs contactés préfèrent appeler cette zone envahie « KONGO » et non pas du parc dans le groupement de Binza. Cette appellation désigne une zone dans laquelle les communautés riveraines et particulièrement les envahisseurs y reconnaissent en quelque sorte l'existence du PNVi et s'y attendent toujours à la répression de l'ICCN malgré leurs différentes raisons de revendications historiques. Les appellations « DOMAINE » ou « KONGO » des zones envahies du parc constituent des espaces du parc dont les terriens estiment que les limites du parc auraient été débordées et/ou déplacées unilatéralement par certains éco-gardes de l'ICCN dans leurs terres coutumières.

L'envahissement agricole du PNVi dans le groupement de Binza en chefferie de Bwisha et plus précisément de Kiseguru constitue une progression des activités agricoles du Domaine de chasse de Rutshuru (DCR) qui est aussi envahi dans plus de 94% de sa superficie. Les zones d'habitat d'éléphants accolé au PNVi à Mabenga malheureusement qui connaît aussi une forte pression humaine comme démontré ci haut et de gorille de montagne de la réserve naturelle de Sarambwe accolée au Bwindi Impénétrable National Park de l'Ouganda restent à protéger du DCR dans les groupements de Bukoma et de Binza dans la chefferie de Bwisha comme illustre les images suivantes.

Il importe de signaler ici d'avant la rébellion les champs étaient visible le long de la rivière Rutshuru dans le Busendo au lieu commune Maiyamoto et dans les escarpements de Kapopi vers Bambu. Nous observateurs pendant la période de monitoring n'ont eu accès à cette zone.

Ces zones de résurgence d'envahissement agricole font partie des envahissements récurrents de façon endémique des revendications historiques illustrée par les cartes ¹ ci-dessous depuis la démocratisation marquée de perte d'autorité d'Etat dans certains villages assiégés par certains opérateurs sociopolitiques. Cette situation a pris une autre ampleur pendant cette période de guerre car étant appuyer par les rebelles sans autorités de l'ICCN. Notre crainte est que les efforts fournis par l'ICCN pour recuper ces terres viennent d'être remis à zero



b) Carbonisation et reforestation d'autres usages de bois du PNVi : L'envahissement agricole du PNVi est associé à la déforestation du parc pour la carbonisation, l'exploitation des planches, du bois d'énergie domestique, de construction, ... En effet, le contexte du Parc national des Virunga est explosif, avec des pressions multiformes ayant des effets négatifs sur les écosystèmes, notamment de par les activités agricoles, violant régulièrement les limites du parc, la recherche de bois de chauffe, la carbonisation pratiquée même à l'intérieur du parc.

En effet, l'afflux massif de près d'un million de réfugiés fuyant la guerre déclenchée au Rwanda, en avril 1994, avait aggravé les menaces qui pesaient sur ce parc comme le cas avec les déplacés dans le site de Kanyaruchinya qui sont en train d'envahissement le Parc dans le son secteur sud au pied du volcan de Nyiragongo avec la carbonisation. Cette situation observe dans la zone écologique des éléphants à Mabenga, au Nord de la commune rurale de Kiwanja appelé communément Kidodi dans la zone tampon de Rugari - kisigari. Quelques images ci-dessous illustrent certains cas des faits observé de business de carbonisation de la déforestation du parc national des Virunga à travers les agglomérations des missions de monitoring.



© Photo CEPED, 2023 : La carbonisation au sein du Parc National des Virunga

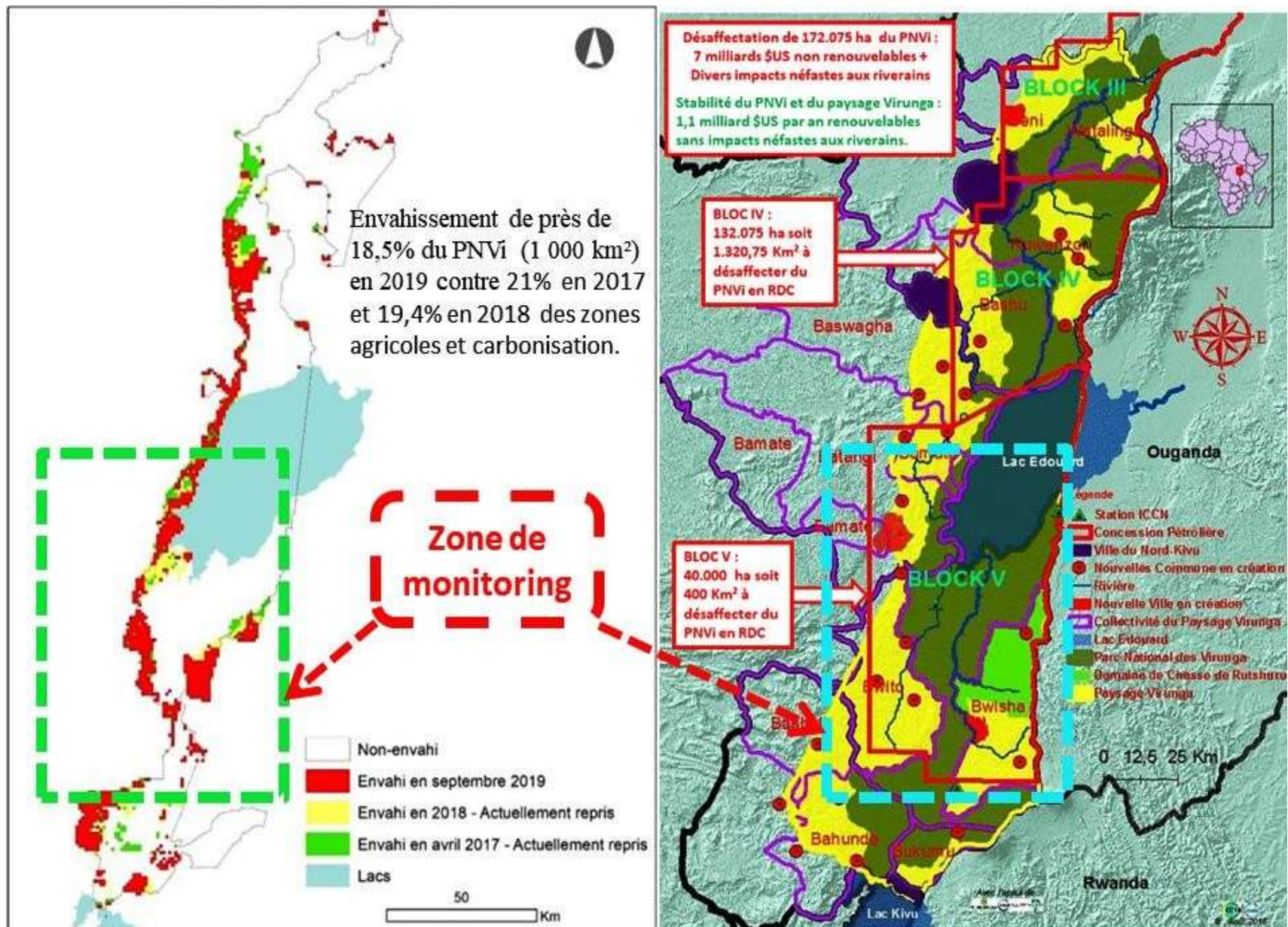


© Photo CEPED, 2023 : Point de vente en gros et détail des braises issues du PNVi à Kiwanja en groupement de Bukoma

Le Comité du Patrimoine Mondial, inscrivant le Parc national des Virunga sur la liste du patrimoine mondial en péril en 1994, avait toutefois reconnu qu'il faudrait fournir un effort important pour réhabiliter et renforcer la gestion du Parc National des Virunga et obtenir un soutien local pour en assurer la conservation. C'est pourquoi les gestionnaires du parc en partenariat de divers acteurs étatiques et non étatiques déploient d'énormes efforts pour améliorer l'état de conservation du parc. Depuis 1995, l'ICCN soumet chaque année au Centre du patrimoine mondial un rapport actualisé sur l'état de conservation de ce parc afin de son retrait de la liste du patrimoine mondial en péril. Malgré les efforts importants déployés pour la sortie du Parc national des Virunga sur la liste des sites du Patrimoine Mondial en péril, beaucoup de faiblesses persistent qui constituent des nouveaux défis à relever en posant des actions concrètes, individuellement et collectivement, dans le cadre de construction d'une société civile cohérente, dynamique et inclusive.

C) Hypothèses de motivations d'envahissement agricole au PNVi pendant cette période de guerre

- ✓ **La Présence des rebelles du M23 dans le territoire de Rutshuru**, rendent très difficiles les opérations de gestion du PNVI impossible, et conduisant à la persistance des activités illégales tout en mettant en danger la vie du personnel de surveillance du parc. Pour chercher l'argent les rebelles se mis à la distribution des champs aux communautés locales dans le Parc national des Virunga moyennant une somme d'argent. Les communautés ayant contracté les champs avec les rebelles pensaient que pendant les séjours des rebelles dans la zone, ils devraient déjà récupérer leurs sommes investi avec l'agriculture de maïs, autres culture de subsistance et la carbonisation.
- ✓ **L'intention de désaffectation de 172.075 ha (21,51%) du parc pour l'exploitation pétrolière** (les réserves pétrolières ciblées sont estimées à 6.758 milliards de barils avec recettes additionnelles de 7 milliards de dollars américains dans une partie le parc national des Virunga). Cette intention comme toute activité d'exploration et d'exploitation minière, pétrolières et gazières est incompatible avec le statut de patrimoine mondial a été remarqué dans plusieurs discours ou meeting populaire des rebelles dans les localités conquises. Notons qu'en 2013, une étude de Dalberg a montré que si les problèmes du Parc National des Virunga sont résolus, la valeur économique potentielle du parc serait beaucoup plus élevée que 1,1 milliard de dollars américains par an. Cette valeur économique du parc comprend 348 millions \$US de valeur d'usage direct, 64 millions \$US de valeur d'usage indirect et 700 millions \$US de valeur de non-usage. Le tourisme contribuerait à 235 millions \$US (soit 67%) et la pêche dans le lac Edouard à 90 millions \$US (soit 26%) de la valeur potentielle d'usage direct du parc par an. Une seconde étude de 2015⁵ a permis un ajustement de rendement du lac Edouard à 18 000 tonnes/an pour plus de 90 millions \$US par an. En outre, les prises individuelles augmentent tant que la densité de pêcheur ne dépasse pas 1,5 pêcheur par Km . Les cartes ci-dessous montrent les zones envahies (à gauche) et les zones cibles du pétrole (à droite) dans le Parc national des Virunga.



Cette carte d'envahissement du parc vient du rapport de l'ICCN sur l'état de conservation des biens de la République Démocratique du Congo inscrits sur la liste du patrimoine mondial en péril, Exercice 2019, p 47. La carte des zones pétrolières, vient de la note technique du Ministre des hydrocarbures N°M-HYD/ANM/PNI/hnb/0382/CAB/MIN/2018 du 28 mars 2018 portant projet de désaffectation des blocs pétroliers IV et V du Parc National des Virunga et cartographie des blocs pétroliers en annexe de la note technique du Ministre des hydrocarbures.

- ✓ **Les influences des rebelles de se faire accepter dans la zone** : pour ce faire accepter dans la zone , les rebelles ont menés une campagne de distribution des champs dans le PNVi et dans la zone écologique des éléphants moyennant une petite somme d'argent. Leur objectif principal ne serait pas en réalité le bien-être des communautés locales ainsi manipulées qui leur servent de tremplin pour gagner la confiance de la population sous leurs contrôles.

d) Principales difficultés rencontrées

- ✓ Indisponibilité des personnes ciblées par le sondage par motif de la peur des rebelles du M23,
- ✓ non accès à certaines zone sûrement militarisé par les rebelles.
- ✓ Les risques de criminalités à l'égard de tout acteur et partie prenante de protection du PNVi et de dénonciation des abus des ressources du PNVi entravent certaines observations et renseignements pendant cette période d'occupation de territoire de Rutshuru par la rébellion.

e) Conclusion et recommandation

Le Parc national des Virunga est très riche par sa faune et sa flore en raison de sa grande diversité de biotopes, d'habitats naturels et de sa position phytogéographique. Cette diversité d'habitats couvre une altitude de 680 m à 5109 m au sommet du Mont Ruwenzori. Il est l'un des parcs les plus importants d'Afrique en raison de sa diversité en espèces fauniques et floristiques et d'important endémisme. Il abrite 218 espèces de mammifères dont 21 endémiques, 706 espèces d'oiseaux dont 23 endémiques, 109 reptiles dont 11 endémiques, 78 espèces d'amphibiens dont 11 endémiques, 21 espèces de papillons endémiques, 2077 plantes dont 230 espèces endémiques, il sert aussi de refuge à 22 espèces de primates dont 3 espèces de grands singes : gorille de montagne (*Gorilla beringei beringei*), gorille des plaines de l'Est (*Gorilla beringei graueri*) et chimpanzé de l'Est (*Pan troglodytes schweinfurhii*). Le parc couvre toute la partie Est de la Province du Nord-Kivu le long de la frontière Est de la République Démocratique du Congo avec l'Ouganda et le Rwanda. En 1979, il a été consacré patrimoine mondial et site Ramsar en 1996.

Avec la rébellion du M23 dans le territoire de Rutshuru, le contexte du Parc national des Virunga est aussi explosif, des pressions multiformes ayant des effets négatifs sur les écosystèmes avec l'appui des rebelles, notamment de par les activités agricoles, la recherche de bois de chauffe, le braconnage, la carbonisation pratiquée à l'intérieur du parc. Cette situation est accentuée par la très grande pauvreté des populations vivant dans les villages sous contrôles de la rébellion d'où nous observons l'absence de l'autorité de l'Etat et la non application des textes réglementaires associés à la gestion et la protection de l'Aire Protégée.

Sur ce, nous recommandons ;

- L'application de l'article 42 de la loi sur la conservation de la nature pour le personnel des aires protégées
- Rétablissement de l'autorité de l'Etat sur toute l'étendue de la République Démocratique du Congo et plus particulièrement dans et autour des aires protégées de l'est;
- L'ouverture d'un couloir humanitaire dans les zones de combat ;
- A la population qui se fait influencer par la rébellion d'abandonner les champs dans le Parc National des Virunga et dans la zone écologique des éléphants de Mabenga ;
- Le respect de cessez le- feu sur toute l'étendue de zone de combat comme annoncé dans le mini sommet de Lunda ;
- Accélérer le processus de Nairobi pour le désarmement de tout le groupe armé à l'Est de la République Démocratique du Congo ;
- La mise en application du programme PDDSC en République Démocratique du Congo

2.4. Cadre de concertation sur le climat autour du PNVi

a) Réunion de partage des données de monitoring dans le cadre de concertation sur le climat

Les pressions démographiques et les mauvaises pratiques agricoles autour du Parc National des Virunga génèrent actuellement plusieurs effets négatifs dont une concurrence interne pour l'accès aux terres agricoles par la population riveraine (entraînant l'infertilité des sols et violation des limites des aires protégées) et par conséquent la dégradation des conditions de vie et des moyens de subsistance pour ces mêmes populations riveraines. Ceux-ci nécessitent une réflexion des acteurs en synergie pour bien accompagner les communautés locales et la protection de la biodiversité dans le paysage Virunga.

C'est pour cette raison que CEPED en synergie avec d'autres acteurs public et privé de la zone ont initié en 2022 un cadre de concertation sur le climat autour du PNVi à partir de la chefferie de BWISHA qui réunit les acteurs de l'environnement, les services étatiques et d'autres acteurs de la société civile qui a pour but d'alerter, de contribuer au renforcement de la résilience des communautés et de leurs moyens de subsistance face aux effets du changement climatique.

C'est ainsi, deux réunions ont été tenues cette année, l'une le 12 juin 2023 dans la salle communale à Nyamilima avec objectifs :

- Elargir la dynamique du cadre de concertation sur le climat et les effets des changements climatiques dans la chefferie de Bwisha;
- Faire un aperçu général sur les aléas climatiques Observés dans la région pour un plaidoyer d'adaptation
- Evaluer la situation des effets du changement climatique par rapport aux saisons agricoles dans la chefferie de Bwisha;
- Définir les orientations à suivre par les agriculteurs pour les saisons à venir

Une autre réunion était de partager le rapport de monitoring effectuée dans la zone de Mabenga sur l'exploitation illégale du Parc National des Virunga et de la zone écologique des éléphants avec d'autres acteurs de la société civile pour orienter les actions de plaidoyer.

MAISON UNAUTAIRE

SCO ALA POPULATION DE NYAMILIMA



REUNION DU COMITE DE CONSERVATION DES
ACTEURS ENVIRONNEMENTAUX
SUR LE CLIMAT DANS LE PAYSAGE VIRUNGA
EN TERRITOIRE DE RUTSHURU/CHEFFERIE DE BWISHA
EN GROUPEMENT

NYAMILIMA

DATE: LUNDI LE 12 JUNE 2023

DE 8H à 18H





Photos d'illustration des réunions et des échanges des cadre de concertation sur le climat



b) Plaidoyer sur la destruction de la biodiversité pendant la guerre du M23

Deux grandes actions de plaidoyer ont été effectuées par CEPED sur la destruction de la biodiversité du parc National des Virunga sur l'axe Mabenga – Busendo.

Il s'agit d'une rencontre physique entre le staff de CEPED et le Directeur Général de l'institut congolais pour la conservation de la nature Monsieur Yves Milan Ngangay pour lui parler de la situation du Parc National des Virunga dans la zone sous contrôle de la rébellion du M23 et lui remettre le rapport de monitoring effectués dans la zone.

Sur le même sujet, une deuxième séance de plaidoyer a eu lieu au bureau de CEPED avec le Directeur adjoint du PNVi Monsieur Rodrigue Katembo à lui présentant les conclusions du rapport de monitoring et les grandes recommandations formulées par les acteurs membres du cadre de concertation et il a promis investiture.

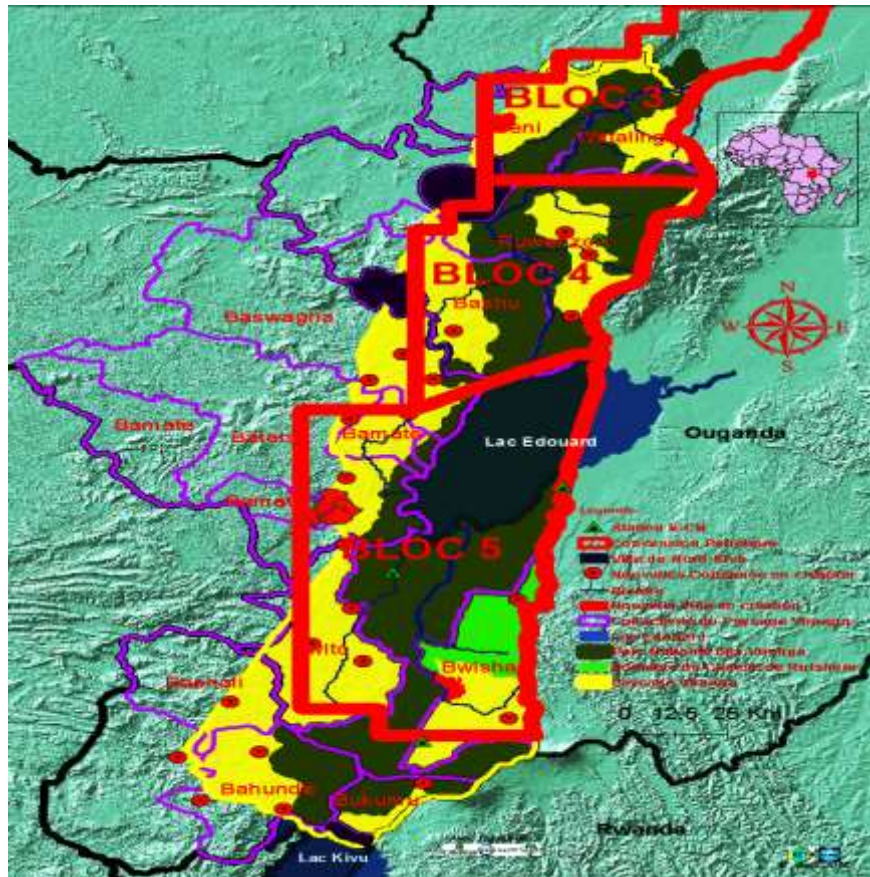


c) Sensibilisation sur l'exploitation de pétrole dans le paysage Virunga

Depuis la résurgence du projet d'exploitation du pétrole en RDC avec l'appel de vente en jachère des 28 bloc pétrolier dont les uns se trouvent dans les aires protégées (Parc des Virunga, Parc National de Salonga et Parc National d'Upemba) les organisations de la Société civile environnementale et particulièrement celles qui sont membres du consortium GLA en concertation avec une partie considérable de la communauté riveraine ont exprimé leur désapprobation au regard dudit projet.

La relance de ce projet intervient après qu'une autre tentative similaire apparue vers la fin de l'année 2011 par laquelle la société britannique SOCO a obtenu un permis d'exploration pétrolière dans le cadre du contrat d'exploitation du bloc 5, conclu en novembre 2007 avec la RDC lui accordée par décret présidentiel et dont la licence d'exploration concernait des espaces dont environ 60% sont situés à l'intérieur des limites du Parc national des Virunga.

Alors que celle-ci s'est butée à une résistance communautaire qui l'a jugé inopportune et dangereuse pour la vie de la communauté locale, l'initiative similaire en cours semble aller dans le même sens en gardant les mêmes pathologies que la précédente, cette fois avec des ambitions très démesurées qui voudraient aller jusqu'à la désaffectation d'une des parties du Parc de Virunga, Upemba et de Salonga.



Cette situation retient au plus haut point l'attention des acteurs de la société environnementale dont CEPED qui ont déjà démontré à suffisance dans le passé qu'au regard de l'espace visé par ces activités notamment le parc National des Virunga qui est inscrit sur la liste du patrimoine mondial de l'Unesco ce projet est de nature à détruire, non seulement la forêt tropicale des Virunga et son inestimable biodiversité mais aussi le lac Édouard et les moyens de subsistance qu'il procure aux habitants de la région.

CEPED avec d'autres organisations dans la zone estiment que le développement des activités d'énergie renouvelable, le tourisme et la capitalisation des investissements pouvaient constituer la priorité du Gouvernement Congolais pour le développement durable de la République Démocratique du Congo.

Ceci étant, au regard de cette énième tentative d'exploitation du pétrole dans le Parc National des Virunga et dans d'autres aires protégées en RDC, plusieurs actions ont été initiées par les membres du consortium GLA afin de décourager cette entreprise estimée destructrice. Pour CEPED, la mobilisation des communautés locales riveraines du Parc National des Virunga reste une stratégie pour amener le gouvernement congolais d'abandonner ce projet qui risque de détruire l'environnement dans le paysage Virunga. C'est pourquoi CEPED a mené une campagne de mobilisation de communauté contre ce projet d'exploitation pétrole dans les aires protégées en RDC avec les messages « **NON À L'EXPLOITATION DU PETROLE DANS LES AIRES PROTEGEES OUI À LA PROMOTION DE L'ENERGIE PROPRE ET OUI AUX INITIATIVES DE DEVELOPPEMENT** »

CEPED a produit et distribue 1500 affiches dans huit (8) les séances de sensibilisation des différents acteurs dont les communautés locales, les animateurs des organisations membres du cadre de concertation, les autorités administratives, etc cette sensibilisation a atteint 1350 personnes dans la commune rurale de kiwanje, dans agglomération de Nyamilima et dans la ville de Goma.



3. DIFFICULTÉS RENCONTRES DANS LA MISE EN OEUVRE DES ACTIVITES POUR 2023

En 2023, deux menaces ont été observées sur la forêt du Parc National des Virunga et de la réserve naturelle de Sarambwe en chefferie de Bwisha, entre autre:

- ⇒ Persistance de l'occupation d'une partie du territoire de Rutshuru par la rébellion du M23 qui a occasionnée une forte pression humaine (agricole) sur le Parc National de Virunga dans sa partie Mabenga-Busendo et un déplacement massive des communautés locales frouant la guerre. Quand à cette situation, nous avons user de la jurisprudence de l'exécution du projet PPI avec la première guerre du M23 en 2012 et la mise en application de notre plan de sécurité nous a aider à travail dans le contexte d'insécurité avec l'accompagnement de la synergie UKINGO WETU mais aussi à privilégiant la main d'œuvre local dans le suivi des activités en limitant le mouvement de la coordination sur le terrain
- ⇒ Le retrait volontaire des moniteurs dans la réserve naturelle de Sarambwe pour motif de moyen financier et matériel pourrait influencer négativement sur la gestion de cette forêt. Pour cette question de surveillance de la réserve naturelle de Sarambwe, CEPED et la chefferie de Bwisha est à pourparlers avec l'ICCN pour former d'autres moniteurs communautaires pour assurer la surveillance (monitoring) de cette forêt toute fois la question de moyen reste le défis pour atténuer cette menace qui pèse sur la forêt de la réserve de Sarambwe avec sa biodiversité

4. Leçons tiré pour la mise en œuvre aux activités pour 2023

La mise en œuvre du projet évolue bien et les résultats atteints restent très encourageant malgré la situation difficile dans laquelle nous travaillons dans la zone du projet. Les autorités locales et communautés locales bénéficiaires touchées expriment leurs intérêts aux préoccupations du contexte et à la nécessité de trouver une solution qui soit plus durable à la protection de la biodiversité et la résiliente aux aléas climatique dans le paysage Virunga. Nous allons ainsi devoir consolider les acquis des réalisations effectives du projet et poursuivre avec les autres activités. Néanmoins, les activités du projet sont confrontés à deux défis, entre autre : la liberté de circuler librement dans la zone occupée par la rébellion du M23 et une forte pression humaine sur la biodiversité du Parc avec l'accompagnement des forces militaires dans la zone. Les principaux enseignements tirés de cette étape de mise en œuvre du projet sont la consolidation du travail en équipe technique de coordination et la mobilisation des autorités locales et communautés bénéficiaires à jouer positivement leurs rôles à la bonne réussite des activités du projet pendant cette situation de guerre et la résilience/adaptation des animateurs de CEPED à travailler dans la zone occupé par la rébellion. Ainsi nous devons plus renforcer cette dynamique d'adaptation et de collaboration entre l'équipe de mise en œuvre des activités, l'autorité locale et les communautés bénéficiaires.

5. PERCEPTIVES D'AVENIR 2024

Vu le budget prévu pour l'année 2024, CEPED compte consolidé les acquis des activités de l'agriculture résiliente au changement climatique dans le groupement de Bukoma et la protection de la réserve naturelle de Sarambwe avec la vulgarisation des foyer amélioré dans le village de Sarambwe pour lutter contre la déforestation de cette forêt naturelle. Notons que , CEPED a une demande des communautés riveraines de la réserve naturelle de Sarambwe pour accompagner le petit élevage et renforcer l'apiculture comme alternatif socio-économique pour lutter contre la pauvreté autour de la réserve mais vu le moyen disponibles, ces deux activités n'ont pas été planifié.

En 2024, CEPED va solliciter l'accompagnement de Partenaire Technique pour se doter d'une politique genre adapter au contexte de travail et à son environnement. Ce document va permettre à CEPED de bien consolider les notions du genre déjà acquise et faire le genre comme une approche transversale dans son travail quotidien.